

SAÏD SADI DEVANT LE COMITÉ NATIONAL AMÉRICAIN DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE :

«Les démocrates en Algérie méritent suivi, attention et soutien»

C'est à New York que Saïd Sadi a entamé, hier mercredi, sa tournée aux Etats-Unis après une activité similaire au Canada. Le président du RCD était l'invité du très puissant Comité national américain de politique étrangère.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir)

Devant les membres de ce comité, qui fait partie des quelques entités du genre qui font et défont la politique étrangère américaine et du monde donc, il fera entendre la voix des démocrates algériens, peu ou prou connus outre-Atlantique. «Pour des raisons historiques et géopolitiques, la perception de l'Amérique du Nord des zones critiques a été largement dominée par l'attention accordée au Proche et Moyen-Orient. La gravité de la question israélo-palestinienne, la situation en Irak et les tensions qui montent autour du nucléaire iranien ont occulté un autre segment de cette aire des conflits : l'Afrique du Nord», commencera par faire remarquer Saïd Sadi. Or, enchainera-t-il, «cette région est appelée à connaître des évolutions majeures qui peuvent en faire un exemple pour le meilleur comme pour le pire».

Passant outre le cas libyen «dont il est difficile de prévoir les évolutions sur le court terme», Saïd Sadi centrera son intervention sur «les trois pays de la rive sud du bassin occidental de la Méditerranée». C'est-à-dire l'Algérie, le Maroc et la

Tunisie. Après un bref et général état des lieux s'agissant de nos voisins, Sadi en arrive au cas algérien. Et ce sera, comme d'habitude, sans concession.

«Mon pays, lancera Sadi, est à l'arrière-garde de toutes les évolutions. Une gerontocratie, qui est aujourd'hui l'une des plus anciennes au monde, paralyse la nation. L'actuel chef de l'Etat était déjà membre du gouvernement en 1962. Quand on sait que le peuple algérien est l'un des plus jeunes au monde, on comprend que face à l'autisme des dirigeants et devant l'absence de perspective, la réaction des cadres soit le refuge dans l'exil et pour les jeunes, l'émigration sauvage.» Ce, avant de se demander : «Faut-il dès lors être surpris que dans un tel marasme, Al-Qaïda ait choisi notre pays pour investir la région Afrique du Nord et Sahel ?» Puis, faisant appel à la comparaison, il assène : «Vous le voyez dans cette région, on se retrouve devant des parcours politiques radicalement différents. En Tunisie et au Maroc, et celles que soient les insuffisances des politiques qui y sont menées, le mouvement des réformes émane

des dirigeants. En Algérie, c'est la société qui tire vers le haut et essaie d'impulser une dynamique d'émancipation du pays.»

Saïd Sadi considère que sans la stabilisation de l'Algérie, il n'y a point de construction de «cet ensemble nord-africain». Le président du RCD se veut plus précis : «J'insiste délibérément sur le cas algérien parce que l'internationalisme islamiste qui s'oppose à tout développement sur cette région a ciblé dès le départ deux pays. Le Liban, pays multiconfessionnel, plurilingue et multiculturel dont la stabilité et la réussite étaient inadmissibles pour tous les despotes de la région. L'Algérie, pour sa part, a été ciblée pour son potentiel de modernité et ses richesses naturelles (...). En Algérie, la situation est présentée par Saïd Sadi en des termes des plus crus : «En fait, l'équation algérienne est très simple et je sais de quoi je parle puisque j'ai été par deux fois candidat à l'élection présidentielle. Les fraudes électorales mènent à une corruption généralisée qui induit une misère sociale dont la finalité est le terrorisme ou la fuite des cadres et l'exil suicidaire de la jeunesse.» Comme précédemment au Canada, Saïd Sadi, qui estime que «l'instabilité algérienne menace toute la région», plaide pour «une surveillance massive et qualifiée des prochains scrutins par la

communauté internationale». S'il dit ne pas prétendre dicter aux grands partenaires de l'Algérie ce qu'ils doivent faire, Sadi dira qu'il est, en revanche, «facile de rappeler les erreurs à éviter. La bienveillance, ou pire, la complicité avec les régimes despotiques ne protègent jamais contre l'intégrisme. Bien au contraire, le despotisme fait toujours le lit de l'extrémisme».

L'assistance et le soutien se doivent être orientés vers «la société civile qui se bat dans des conditions extrêmement difficiles. L'opposition démocratique (qui) assume son combat et ouvre des perspectives au pays. Le monde du travail (qui) s'émancipe de plus en plus des carcans officiels. Le journaliste (qui) se bat pour essayer d'informer librement malgré une répression qui vient encore d'atteindre un directeur de journal et un chroniqueur et la femme (qui) défend ponce pour ponce ses espaces de liberté. Ce potentiel mérite suivi, attention et soutien», insistera-t-il.

Pour le président du RCD «si l'Algérie échappe aux scores brejnéviens en 2009, l'Afrique du Nord peut réaliser son union (...) et cette union peut être la première matrice qui ouvre de nouveaux espoirs à un monde musulman gagné par la régression et le renoncement».

K. A.

DÉPENSES PUBLIQUES

Le gouvernement tenu de rendre compte devant le Parlement

Dès 2009, les parlementaires, députés et sénateurs, exerceront un droit de contrôle sur les dépenses publiques. Le gouvernement sera soumis à l'obligation légale de présenter devant le Parlement, avant le 1^{er} juin de chaque année, des rapports sur les dépenses publiques ainsi que sur l'état d'exécution des programmes engagés.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le Conseil de gouvernement, dont la session hebdomadaire a été décalée d'une journée pour ne se tenir qu'hier, a, en effet, examiné et endossé l'avant-projet de loi organique relatif aux lois de finances, présenté par le ministre des Finances, Karim Djoudi. Cet avant-projet de loi organique participe d'une réforme structurelle des finances

publiques et répond en même temps à une vieille demande parlementaire.

Riche de 90 articles, l'avant-projet de loi en question instaure une obligation légale pour le gouvernement de descendre devant le Parlement avant le début juin de chaque année et de présenter l'état d'exécution des programmes ainsi qu'un rapport sur les dépenses publiques. Cette obligation se déclinera à travers une loi dite loi de règlement budgétaire. Par ailleurs, l'avant-projet de loi organique approuvé par le Conseil de gouvernement retient, à partir de 2009, une version nouvelle pour la loi de finances, que ce soit au niveau du contenu qu'au plan de la présentation. La nouveauté introduite dans le cadre de l'avant-projet de loi organique consiste, entre autres, en l'élaboration des budgets sur la base de programmes

préétablis et évalués. L'avant-projet de loi organique évacue la traditionnelle loi de finances complémentaire pour la remplacer par une nouvelle loi dite loi rectificative. Estimé comme étant une réforme révolutionnaire, l'avant-projet de loi organique relatif aux lois de finances dispose également une présentation par catégorie des comptes spéciaux du Trésor public. Dans un autre chapitre, celui lié à la fiscalité, il est disposé un réaménagement des budgets et des charges des collectivités locales ainsi que des budgets des ministères et du reste des institutions. L'avant-projet de loi organique prévoit aussi une nouvelle affectation des recettes fiscales pour les collectivités locales. Ces dernières bénéficieront d'une rétrocession d'une partie des recettes fiscales de l'Etat.

S. A. I.

Rapt des deux Autrichiens

Le ministre de la Communication, très peu loquace, comme à son habitude, lorsqu'il est interpellé sur des questions sécuritaires, n'a pas livré grand-chose relativement à l'enlèvement des deux Autrichiens par un groupe terroriste en Tunisie et qui auraient transité par l'Algérie. Son seul commentaire a été que les autorités concernées suivent de près cette affaire et que ce qui s'écrit dans les journaux n'est pas forcément vrai. Il n'a rien dit aussi sur cette prétendue décision autrichienne d'envoyer une équipe d'enquêteurs, voire d'intervenir, pour retrouver et délivrer les otages.

Seules 5 communes restent bloquées

Selon le ministre de la Communication, il ne resterait en tout que cinq communes dont la constitution des exécutifs des APC ne s'est pas encore faite. D'entre ces communes, Boukerzaza a cité celle de La Casbah, à Alger.

DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE

Le rapport accablant des Américains

L'ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Alger a rendu public hier mercredi, à travers un communiqué de presse, le rapport du département d'Etat américain sur les droits de l'homme en Algérie en 2007.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Ce rapport épingle l'Algérie sur la question des droits de l'homme et le respect des libertés, celles politiques en particulier. Il note, en effet, se référant aux affirmations d'avocats spécialisés dans les droits de l'homme que «une torture se poursuivait dans des établissements pénitentiaires par la DRS, très souvent contre des détenus pour des «raisons sécuritaires».

Le rapport souligne également que «le gouvernement a utilisé des lois concernant la diffamation pour harceler et arrêter des journalistes

et la presse a fait face à des représailles pour avoir critiqué des responsables dans le gouvernement». La saisie, lors de la Foire du Livre d'Alger, du livre de Mohamed Benchicou, *les Géolés d'Alger* ainsi que l'interdiction de 1100 livres religieux et autres supports ont été soulignées. Par ailleurs, le rapport a relevé que «le ministère de l'Intérieur a empêché quelques partis politiques et ONG de tenir des réunions». Le rapport a noté aussi que les élections du 29 novembre dernier ont été entachées d'irrégularités. «En date du 29 novembre, des

élections locales pluralistes ont été tenues, mais le processus des élections a été miné d'irrégularités et d'accusations de fraude. Aucune surveillance des opérations de dépouillement n'était permise au niveau des communes, des wilayas ou au plan national.» Le rapport a relevé en outre que durant l'année 2007, l'Algérie n'a pas accepté le statut de réfugiés pour 28 personnes d'Afrique subsaharienne.

«La loi prévoit l'octroi d'asile ou de statut de réfugié conformément à la Convention de 1951 des Nations Unies relative au statut des réfugiés et son protocole de 1967 et le gouvernement a établi un système pour la protection des réfugiés. Toutefois, durant l'année 2007, et selon le Haut-Commissariat aux Nations

unies pour les réfugiés, le gouvernement n'a pas accepté le statut de réfugiés, tel que déterminé par le HCR, pour 28 personnes d'Afrique subsaharienne.» Le rapport souligne que le gouvernement n'autorise pas la création de chaînes de radio et de télévision privées. Le texte a noté, en revanche, qu'aucun rapport faisant état de meurtres arbitraires ou illégaux par le gouvernement ou par ses agents n'a été établi. Il a noté également que, contrairement à 2006, il n'y a pas eu de rapport sur des prisonniers politiques ou détenus politiques. Le rapport note que le gouvernement a respecté la plupart des droits du travail prévus par la Constitution et par les lois existantes du travail.

S. A. I.

TIR ACCIDENTEL D'UN POLICIER SUR UNE JEUNE FEMME

Les explications de la sûreté de wilaya d'Alger

Triste destin que celui de I. Zakia, une jeune femme de 38 ans, mère de deux filles, une âgée de sept mois et l'aînée de six ans. En allant chercher cette dernière de l'école, cette maman est tombée au milieu d'une rixe opposant des jeunes délinquants à une équipe de la BMPJ d'El Harrach. Des coups de feu ont été tirés et une balle a touché la bonne femme à la cuisse.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Evacuée en urgence à l'hôpital Zermirli, la victime a succombé à ses blessures dans la soirée de mardi, à 21h38. La sûreté de wilaya d'Alger a invité, hier, la presse pour s'expliquer sur les circonstances malheureuses qui ont coûté la vie à une citoyenne innocente. Avant toute déclaration, le commissaire Khaoua a tenu à présenter les sincères condoléances de tout le corps de la police à la famille de la victime. Retour sur la tragédie : selon le commissaire Khaoua, les éléments de la BMPJ se sont déplacés à Haï Boussira, suite à des informations rapportant qu'un groupe de malfaiteurs et de voyous sévissent en toute quiétude, semant peur et angoisse aux automobilistes et habitants qui se font déléster quotidiennement de leurs biens par les éléments de ce groupe.

Sur place, les policiers ont identifié trois jeunes parmi ce groupe et ont interpellé l'un d'eux. C'est au moment de l'arrestation de ce délinquant, que les policiers au nombre de huit, ont été encerclés par un groupe de jeunes armés de barres de fer, d'épées et d'un fusil à harpon. Un jet de pierres des hauteurs du quartier s'abattait sur les policiers, selon le témoignage du commissaire Khaoua.

Des tirs de sommation ont été ainsi déclenchés. Une dizaine selon le confèrencier, dont une a coûté la vie à I. Zakia. Faute professionnelle ou nécessité de service ? Les policiers étaient-ils obligés d'utiliser leurs armes ? Rien n'est encore vérifié. Même si le commissaire atteste de la nécessité du recours aux tirs, l'enquête suit toutefois son cours. L'auteur de la balle qui a atteint la victime est actuellement en garde à vue. Les sept autres éléments ont été tous entendus par le procureur de la République près le tribunal d'El Harrach. «Les conditions de ce drame seront élucidées et toutes les pistes seront étudiées afin de savoir si ce qui s'est passé est véritablement un accident ou une erreur», rassure le commissaire. Quoiqu'il en soit, admette qu'une dizaine de coups de feu ont été tirés en l'air, à proximité d'un établissement scolaire, à une heure où les écoliers quittaient les bancs de leur établissement.

R. M.

BOUMERDÈS

Un terroriste abattu à Benchoud

Les éléments du BFM (Bataillon des fusiliers marins) de l'ANP ont organisé dans les environs de l'agglomération de Benchoud (est de la wilaya de Boumerdès) une embuscade qui s'est soldée par l'élimination d'un terroriste de la katibat El Ansar, affiliée au GSPC Al-Qaïda Maghreb.

L'opération qui s'est déroulée, selon nos informations, mardi après-midi a permis également la récupération d'un pistolet automatique.

Ce terroriste, un certain Amrouche, âgé de 23 ans et natif de Benchoud, aurait été envoyé par ses chefs pour racketter des citoyens de la localité.

L. H.